

Il est évident que la stabilité est essentielle à l'avancement économique, comme en témoigne le brillant exemple de Singapour. Toutefois, nous croyons aussi que des progrès politiques et sociaux doivent accompagner l'essor économique.

La communauté internationale attend de plus en plus des pays de l'ASEAN qu'ils fassent preuve de leadership, non seulement en matière d'économie, mais aussi sur les plans politique et social. L'expansion économique des pays de l'ASEAN s'opère à un rythme spectaculaire, et les Canadiens sont encouragés par les progrès parallèles dans les domaines des droits de la personne et de la démocratisation. La paix, la tolérance, la liberté et le respect de l'individu sont pour tous les gouvernements une responsabilité fondamentale - et une source précieuse de satisfaction.

Je reconnais qu'il est souvent nécessaire d'obtenir un équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs des communautés et des sociétés. Les particuliers ont des responsabilités et des devoirs envers la société, tout comme ils ont des droits individuels en leur qualité de citoyens. Nous sommes toutefois passionnément attachés aux principes de l'universalité et de l'inviolabilité de certains droits et libertés, comme en témoignent la Charte de l'ONU et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

J'aimerais souligner un commentaire fait plus tôt par le Secrétaire américain [Warren] Christopher selon lequel les particularités régionales et culturelles ne peuvent en aucune façon servir d'écran derrière lequel un régime peut justifier la torture, les exécutions sommaires et le non-respect systématique de la primauté du droit. Nous sommes heureux de constater que nos positions sont très proches sur cette question et sur celles exprimées la semaine dernière dans votre déclaration à l'occasion de la Réunion ministérielle annuelle.

La violation institutionnalisée des droits universels conduit, en bout de ligne, à une distension du tissu social. Sans un équilibre acceptable entre droits et devoirs, il ne peut y avoir de paix, que ce soit à l'intérieur d'un pays ou entre les pays. Nous en avons trop souvent eu des exemples tragiques de la Bosnie à la Birmanie, de la Somalie à l'Afrique du Sud.

Comme nous l'avons fait par le passé, nous demandons encore une fois à la Birmanie de rétablir la démocratie, de libérer tous les prisonniers politiques et de se mettre à l'heure du changement. De concert avec d'autres pays nous lui avons demandé de libérer M^{me} Aung San Suu Kyi et nous réitérons aujourd'hui cette demande.

Soyons sincères : malgré la nomination d'un nouveau président, le Comité d'État de Birmanie pour la restauration de la loi et de l'ordre n'a pas fait preuve de son engagement envers une authentique réforme en matière de droits de la personne et de développement démocratique.

Nous demandons instamment à tous les pays de la région de suivre l'exemple édifiant donné par Singapour et de transmettre aux